

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3488

21 novembre 2014

SOMMAIRE

Abikido S.A.	167383	Ardagh Finance Holdings S.A.	167381
Abimarket S.A.	167378	ARD Two S.A.	167381
AEC Structured Finance Holdings (Lux)		Aristeia European Investments S.à r.l. ..	167382
S.à r.l.	167383	ArthAnd s.à r.l.	167382
Aere Investment S.A.	167384	Arundel S.A.	167382
Afton Chemical International Holdings S.à		Ast Rein S.A.	167379
r.l.	167380	Atout Image Conseil	167424
AI1 SCSp	167424	Auchan Immobilier du Kirchberg	167385
AIM SOFTWARE Luxembourg S.A.	167382	Augustus International S.à r.l.	167382
Albi Finance S.A.	167383	Auto Holding Luxembourg S.à r.l.	167383
Alicia Finance S.à r.l.	167378	Avenue Investments SA	167380
Alliance Industries B.V.	167379	Azure Investments S.A.	167385
Alliance Industries S.à r.l.	167379	caspART S.à r.l.	167424
Alta	167378	Compagnie Industrielle et Financière des	
Altor II S. à r.l.	167384	Produits Amylacés SICAF/SIF	167381
Altor I S. à r.l.	167384	IPConcept (Luxembourg) S.A.	167386
Altran Luxembourg S.A.	167379	Luxembourg Metallurgical Trade (L.M.T.)	
Anca Vin S.à r.l.	167385	S.A.	167387
Andermatt Invest H30304 AG	167384	Mobrini S.A.	167421
ANS Europe Structured Finance Holdings		Multiserv Construct Sàrl	167419
(Lux) S.à r.l.	167385	Onex Wizard Acquisition Company II	
ArcelorMittal REACH OR	167379	S.C.A.	167387
ArcelorMittal REACH OR	167380	Optimum Investment Funds	167400
Archimedes Real Estate Investments S.à		Poba Lux Holdco (Luxembourg) S.à r.l. ..	167414
r.l.	167381	Red Anchor Holdings S.à r.l.	167386
Ardagh Finance Holdings S.A.	167381	Services Presse Invest	167416

Abimarket S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2214 Luxembourg, 5, rue Nennig.
R.C.S. Luxembourg B 152.328.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 20 décembre 2013

L'assemblée des actionnaires décide à l'unanimité:

1) De nommer la société Fiduciaire Intercommunautaire S.à r.l. (RCS B67480), établie 130, route d'Arlon à L-8008 Strassen pour une durée de 1 an, à savoir jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2014 (approbation des comptes annuels 2013).

Référence de publication: 2014166033/12.

(140190122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Alicia Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 381.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 169.812.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 27 octobre 2014

Le Conseil de Gérance a décidé de transférer Le siège social de la société du 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg avec effet au 1^{er} Octobre 2014.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014166036/15.

(140189536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Alta, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 139.974.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ALTAS.A., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 septembre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
2. D'accepter le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Michel LIVREAU demeurant au 10, Chemin du Faux Vallet, F-91310 Linas, son mandat expirant le 30 septembre 2019
3. D'accepter le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Antonio MORGANTE demeurant au 9, Sentier des Orvilliers, F-94320 Thiais, son mandat expirant le 30 septembre 2019
4. D'accepter le renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Karine MORGANTE, demeurant au 9, Sentier des Orvilliers, F-94320 Thiais, son mandat expirant le 30 septembre 2019
5. D'accepter le renouvellement du mandat d'administrateur délégué de M. Antonio MORGANTE, demeurant au 9, Sentier des Orvilliers, F-94320 Thiais, son mandat expirant le 30 septembre 2019
6. D'accepter le renouvellement du mandat de la société PARTNERS SERVICES S.A., au poste de commissaire aux comptes, ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro 89.823, son mandat expirant le 30 septembre 2019

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour la société

Antonio MORGANTE

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014166071/27.

(140189523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Alliance Industries B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 112.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALLIANCE INDUSTRIES B.V.

Référence de publication: 2014166038/10.

(140189746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Alliance Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 89.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALLIANCE INDUSTRIES S.à r.l.

Référence de publication: 2014166039/10.

(140189745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

ArcelorMittal REACH OR, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.395,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 44.046.

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec date d'effet au 24 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166045/12.

(140189938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Ast Rein S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6169 Eschweiler, 1, rue de Beidweiler.
R.C.S. Luxembourg B 173.456.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014166058/12.

(140189525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Altran Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 65.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014166075/10.

(140189882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Afton Chemical International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 189.212.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 16 octobre 2014

En date du 16 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de confirmer et d'accepter la démission de Monsieur Andrew WALKER de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 16 octobre 2014;

- de nommer Monsieur William Joseph SKROBACZ, né le 14 décembre 1959 à New York, Etats-Unis d'Amérique, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 330 South Fourth Street 23218, Richmond, Virginie, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet au 16 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur William Joseph SKROBACZ, gérant de catégorie A

- Madame Antonella GRAZIANO, gérant de catégorie B

- Monsieur Olivier HAMOU, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Afton Chemical International Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014166034/24.

(140189963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

ArcelorMittal REACH OR, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.395,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 44.046.

—
Avec date d'effet au 10 avril 2014, la société AM Global Holding, société à responsabilité limitée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 102898, a transféré son siège social du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Avec date d'effet au 22 octobre 2014, la société Arcelor Investment S.A., société anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 46370, a également transféré son siège social du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166046/16.

(140189938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Avenue Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 151.237.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle en date du 3 septembre 2014 que le mandat de Fiduciaire Accura S.A., en sa qualité de commissaire aux comptes de la Société, a été reconduit avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Avenue Investments SA

Référence de publication: 2014166097/14.

(140190029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Archimedes Real Estate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 187.610.

—

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 1^{er} octobre 2014

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Manish Desai, Mme Figen Eren et Mme Katherine Ralph avec effet immédiat
 - De nommer M. Mark HULBERT, né le 1^{er} décembre 1964 à Plymouth (Grande-Bretagne) ayant sa résidence professionnelle au 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY comme Gérant de la société avec effet au 1^{er} octobre 2014.
 - De nommer M. Callum THORNEYCROFT, né le 21 février 1981 à Worcester (Grande-Bretagne) ayant sa résidence professionnelle au 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY comme Gérant de la société avec effet au 1^{er} octobre 2014.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Archimedes Real Estate Investment Sarl

Référence de publication: 2014166047/16.

(140189924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Ardagh Finance Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 160.804.

—

Les comptes consolidés de la société Ardagh Group S.A., maison mère de la société Ardagh Finance Holdings S.A., au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014166048/12.

(140189286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

**Ardagh Finance Holdings S.A., Société Anonyme,
(anc. ARD Two S.A.).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 160.804.

—

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014166049/12.

(140189302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylacés SICAF/SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 4.367.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014166164/14.

(140190022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Aristeia European Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 169.449.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Aristeia European Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2014166051/11.

(140189574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

ArthAnd s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5639 Mondorf-les-Bains, 44, rue des Prunelles.
R.C.S. Luxembourg B 175.411.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014166054/12.

(140189818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Augustus International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 122.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014166059/11.

(140190257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

AIM SOFTWARE Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10A-10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 146.512.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014166067/9.

(140189428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Arundel S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 77.046.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARUNDEL S.A., en liquidation volontaire

Un mandataire

Référence de publication: 2014166086/11.

(140190034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Auto Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 151.199.

—
EXTRAIT

La soussignée SHRM Financial Services (Luxembourg) S.A., en tant que domiciliataire de la société Auto Holding Luxembourg S.à r.l., inscrite au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151199, ayant son siège social au 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, déclare par la présente dénoncer le siège social de ladite société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 27 octobre 2014.

SHRM Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2014166060/15.

(140189526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Abikido S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 7, rue Nicolas Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 146.683.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 31 décembre 2013

L'assemblée des actionnaires décide à l'unanimité:

1) De nommer comme commissaire la société Fiduciaire Intercommunautaire S.à r.l. (RCS B67480), établie 130, route d'Arlon à L-8008 Strassen pour une durée de 2 ans, à savoir jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2014 (approbation des comptes annuels 2013).

Référence de publication: 2014166062/12.

(140190105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

AEC Structured Finance Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.888.

—
Par résolutions prises en date du 16 octobre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jill Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 41st Floor, 10019 New York, États-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Shari Verschell-Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 48th Floor, 10019 New York, États-Unis de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 10 octobre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166065/15.

(140189870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Albi Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 52.094.

—
Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014166068/12.

(140189809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Aere Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 163.727.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions des actionnaires prises en date du 27 octobre 2014:

1. que la démission de M. Carl Pivert en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 18 septembre 2014;
2. que Mme. Federica Samuelli avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouvelle administratrice avec effet au 20 octobre 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166066/15.

(140189650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Altor I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 122.675,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 115.998.

—
Les comptes annuels pour l'année 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014166073/12.

(140189617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Altor II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.950,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 115.997.

—
Les comptes annuels pour l'année 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014166074/12.

(140189616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Andermatt Invest H30304 AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 157.771.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 15 octobre 2014

Est nommé administrateur, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire ce jour.

Monsieur Marc ALBERTUS continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166077/21.

(140190128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

ANS Europe Structured Finance Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.296.

Par résolutions prises en date du 16 octobre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jill Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 41st Floor, 10019 New York, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Shari Verschell-Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 48th Floor, 10019 New York, Etats-Unis de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 17 octobre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166079/15.

(140189864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Anca Vin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8606 Bettborn, 88, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 158.836.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014166076/10.

(140189379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Auchan Immobilier du Kirchberg, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 50.178.

Il y a lieu de noter que PRICEWATERHOUSECOOPERS S.À R.L, Société à responsabilité limitée, se trouve désormais au 2 rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014166092/11.

(140189623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Azure Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 129.870.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014166107/11.

(140189950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.183.

MITTEILUNG AN DIE ANLEGER DES TEILFONDS**Silk - Arab Falcons Fund**

Anteilkategorie R EUR: WKN A0RAC5 ; ISIN LU0389403501

Anteilkategorie I EUR: WKN A0RAC6 ; ISIN LU0389403683

Anteilkategorie R USD: WKN A0YETY ; ISIN LU0485223860

Hiermit werden die Anleger des Silk - Arab Falcons Fund ("Teilfonds") darüber informiert, dass die Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 16 des aktuell gültigen Verwaltungsreglements beschlossen hat, den Teilfonds zum 19. November 2014 in Liquidation zu setzen.

Um die Gleichbehandlung aller Anleger zu gewährleisten, wurden die Ausgaben und Rücknahmen der Anteile des Teilfonds bereits ab dem 11. November 2014 (Schlusstag) ausgesetzt.

Aufgrund des geringen Teilfondsvolumens des Silk - Arab Falcons Fund ist eine langfristig wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Teilfonds in Zukunft nicht mehr sichergestellt.

Der Teilfonds Silk - Arab Falcons Fund hat derzeit jedoch nicht liquide Wertpapierpositionen im Bestand. Aufgrund dieser Tatsache ist die weitere Vorgehensweise wie folgt:

Die im Teilfonds befindlichen Vermögensgegenstände werden liquidiert und der Cash Betrag wird am 27. November 2014 an die Anleger ausgeschüttet. Die bis zur endgültigen Veräußerung aller Vermögenswerte anfallenden Kosten werden vor Ausschüttung des Cash Betrags von diesem einbehalten und im Teilfonds zurückgestellt.

Der Teilfonds wird solange mit dem Status "in Liquidation" weitergeführt, bis die vollständige Veräußerung aller Wertpapiere erfolgt ist. Die vollständige Veräußerung der nicht liquiden Wertpapierpositionen soll über die nächsten Monate erfolgen.

Unmittelbar nach der vollständigen Veräußerung der nicht liquiden Wertpapierpositionen wird der entstandene Cash Betrag an die Anleger ausgeschüttet und der Teilfonds aufgelöst.

Anteilrücknahmen oder -ausgaben für den Teilfonds Silk - Arab Falcons Fund werden bis zum Abschluss der Liquidation nicht vorgenommen.

Der Nettoinventarwert wird bis zum Liquidationsdatum weiterhin täglich berechnet und veröffentlicht.

Die mit der Liquidation verbundenen Kosten werden vom Teilfonds getragen.

Die Netto-Liquidationserlöse deren Empfänger nicht erreicht werden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anleger bei der Caisse de Consignation hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist angefordert werden.

Performance Fee

Die Berechnung der Performance Fee des Teilfonds erfolgt bis zum 19. November 2014. Eine bis dahin für den Teilfonds etwaig angefallene Performance Fee wird zum Liquidationstag ausgezahlt.

Luxemburg, im November 2014

Référence de publication: 2014179576/755/39.

Red Anchor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 191.400.

RECTIFICATIF

L'an deux mille quatorze, le vingt octobre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Caroline RONFORT, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu de procuration donnée le 30 septembre 2014,

Laquelle procuration est restée annexée à l'acte établi par le notaire instrumentant le 1^{er} octobre 2014, documentant la constitution de la Société, acte numéro 22 du répertoire du notaire (l'«Acte»), enregistré à Luxembourg, le 8 octobre

2014, Relation: LAC/2014/46892, en cours d'immatriculation auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Laquelle comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

- qu'une erreur de plume s'est glissée dans l'Acte;
- que, dans la disposition transitoire, le premier exercice social a été erronément indiqué comme débutant le jour de la constitution et se clôturant le 31 mars 2014;
- que par conséquent il s'agit de lire l'Acte comme suit:

Version anglaise:

Transitional dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 March 2015. The first annual meeting of the shareholders shall take place in 2015."

Version française:

«*Dispositions transitoires*

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 mars 2015.

La première assemblée générale des associés aura lieu en 2015.».

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. RONFORT, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49480. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014169369/40.

(140192849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Luxembourg Metallurgical Trade (L.M.T.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 155, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 164.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Référence de publication: 2014167204/10.

(140190517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Onex Wizard Acquisition Company II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 191.823.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fifth day of November.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary public, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Onex Wizard Acquisition Company III S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1015 Luxembourg, in the process of registration with the Register of Companies of Luxembourg; and

- Onex Wizard Acquisition Company GP S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1015 Luxembourg, in the process of registration with the Register of Companies of Luxembourg,

both here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglisnter, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting as said before, have required the officiating notary to enact the deed of association of a Société en commandite par actions to establish as follows:

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the "Articles") of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) whose name is Onex Wizard Acquisition Company II S.C.A. (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not.

2.3 The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Manager or the Board of Managers (as defined hereafter), as the case may be.

4.4 In the event that the Manager or the Board of Managers, as the case may be, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager or the Board of Managers, as the case may be.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Capital - Shares - Share certificates.

5.1 Share Capital - share premium - reserves

The issued and subscribed share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into:

- one (1) unlimited share (actions de commandité); and
- thirty thousand nine hundred ninety nine (30,999) limited shares (actions de commanditaire), each with a nominal value of one Euro (EUR 1).

Any premium paid on any share shall be allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. Unless otherwise determined at the time of payment of the premium by the shareholders or the Manager/Board of Managers, as the case may be, the share premium shall not be reserved and attached to the shares in relation to which it was paid. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the Manager/Board of Managers, as the case may be, subject to the Law and these Articles.

The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the Manager/Board of Managers, as the case may be, subject to the Law and these Articles. Unless otherwise determined at the time of payment by the shareholders or the Manager/Board of Managers, as the case may be, the reserves shall not be reserved and attached to the shares in relation to which they were paid.

5.2 Shares

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

The shares shall be in registered form and the shareholders cannot request that their shares be converted into bearer shares.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares have to appoint a sole person as their representative towards the Company. If there are several owners of shares or a smaller denomination of one share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of the rights attaching thereto until one person is designated as being the owner, vis-à-vis the Company, of the share or smaller denomination.

5.3 Changes to Share Capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 10 of these Articles and the Law.

5.4 Share Register - Certificates The Company shall maintain a share register in accordance with the provisions of article 39 of the Law.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates evidencing registration in the share register may be delivered to the shareholders upon request.

5.5 Transfer of Shares - Repurchase of Shares

The shares are transferable in accordance with the provisions of the Law and these Articles.

The Company may repurchase its shares in accordance with the provisions of the Law. For the avoidance of doubt, the repurchased shares will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority, for as long as the aforementioned shares are held by the Company.

Art. 6. Management.

6.1 The Company shall be managed by one or managers (the "Manager(s)), who may but do not need to be unlimited shareholders.

The Manager(s) is/are appointed by resolution of the shareholders for a period not exceeding six (6) years (renewable). If several Managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers"). The Board of Managers shall be composed of A and B Managers.

6.2 The Managers may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders' meeting.

In the event of the removal, dissolution, legal incapacity or inability to act of a Manager who is an unlimited shareholder, the Company will not terminate and relevant provisions of the Law shall apply. If following such removal, dissolution, legal incapacity or inability to act of a Manager who is an unlimited shareholder, there is no other Manager, then a Manager who is an unlimited shareholder must be replaced by a new Manager by resolution of the shareholders' meeting. The unlimited shareholder who is a Manager will not have any veto right relating to its removal and/or replacement. The Managers may be compensated for their services as managers and/or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders' meeting.

6.3 The holders of limited shares shall be prohibited from carrying out any act of management vis-à-vis third parties, subject to those actions which are not considered as management acts in accordance with the provisions of article 108 of the Law as well as to the other provisions of the Law.

6.4. Meetings of the Board of Managers

6.4.1 Where so required by Law, the Board of Managers shall choose among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a member of the Board of Managers to keep the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the members of the Board of Managers.

6.4.2 Meetings of the Board of Managers may be convened by any member of the Board of Managers. The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier),

telegram, telex, telefax or e-mail at least two (2) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each member of the Board of Managers expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting, each member of the Board of Managers is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The Board of Managers can discuss or act validly only if at least a majority of the members of the Board of Managers is present or represented at the meeting. Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the members of the Board of Managers present or represented at such meeting including at least one A Manager and one B Manager.

6.4.4 The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or any member of the Board of Managers.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all members of the Board of Managers shall have the same effect as resolutions passed at the Board of Managers' meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or any member of the Board of Managers.

6.4.7 A member of the Board of Managers may appoint any other member of the Board of Managers (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A member of the Board of Managers can act as representative for more than one member of the Board of Managers at a board meeting provided that at least two members of the Board of Managers are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8.

6.4.8 Any and all members of the Board of Managers may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the members of the Board of Managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 7. Powers of the manager / Board of managers.

7.1 In dealing with third parties, the Manager or the Board of Managers, as the case may be, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

7.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager or the Board of Managers, as the case may be.

Art. 8. Representation of the company.

8.1 The Company will be bound towards third parties:

- in case there is a sole Manager, by the sole signature or act of the sole Manager (and in case it is a legal entity, as represented by its legal representatives or authorised signatories) or by any delegate appointed by the sole Manager.
- in case several Managers have been appointed, by the joint signature of one A Manager and one B Manager or by the signature of any person to whom such power has been delegated by one A Manager and one B Manager.

Art. 9. Delegation of powers.

9.1 The sole Manager or the Board of Managers, as the case may be, may, at any time, appoint agents of the Company for the affairs and management of the Company. The appointed agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the sole Manager or the Board of Managers, as the case may be.

9.2 The sole Manager or the Board of Managers, as the case may be, will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

Art. 10. Liability of the shareholders.

10.1 The holders of unlimited shares shall be liable with the Company (solidairement responsable) for all liabilities of the Company to the extent required by Luxembourg Law, including article 102 of the Law.

10.2 The holders of limited shares shall be jointly and severally liable, vis-à-vis third parties, for any commitments of the Company in which they participated in violation of the prohibition contained in Article 6.3. They shall also be jointly and severally liable vis-à-vis third parties for commitments in which they did not participate, if they have regularly carried out acts of management vis-à-vis such third parties.

Art. 11. Shareholders' meetings.

11.1 Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The shareholders' meeting of the Company shall deliberate only on the matters which are not reserved to the Manager or the Board of Managers, as the case may be, by the Law or these Articles.

11.2 Any shareholders' meeting shall be convened in accordance with the provisions of the Law. It must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital so that it is held within the month of such request. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any shareholders' meeting. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the shareholders' meeting.

11.3 If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting, and if they state that they have waived the convening formalities, the shareholders' meeting may be held without prior notice.

11.4 Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he/she/it owns. Each share is entitled to one vote except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

11.5 Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the shareholders' meeting, the agenda of the shareholders' meeting, as well as for each item on the agenda the possibility to vote in favour, against, or abstain from voting. Voting forms, which do not contain a vote nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received one (1) day prior to the shareholders' meeting they relate to. Voting forms received after that date will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majorities.

11.6 The shareholders are entitled to participate at shareholders' meetings by video-conference or other telecommunication means allowing their identification, and are deemed to be present, for the determination of the quorum and majority. These means must comply with technical features allowing an effective participation at the shareholders' meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

11.7 Each shareholder may be represented at any shareholder's meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who needs not to be a shareholder.

11.8 The Manager or the Board of Managers, as the case may be, may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any shareholders' meeting.

11.9 Except as otherwise required by law, resolutions at shareholders' meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Shareholders' meeting convened to amend any provision of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second shareholders' meeting may be convened, in the manner prescribed by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous shareholders' meeting. The second shareholders' meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both shareholders' meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by two-third of the votes cast.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of the shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders.

Art. 12. Annual shareholders' meeting.

12.1 The annual shareholders' meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the third Friday of the month of June, at 3 pm.

12.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual shareholders' meeting shall be held on the following bank business day. The annual shareholders' meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Manager or the Board of Managers, as the case may be, exceptional circumstances so require.

Art. 13. Audit.

13.1 Auditor(s).

13.1.1 The operations of the Company shall be supervised by a supervisory board composed of at least three members, who need not to be shareholders (the "Supervisory Board") except where the Company is supervised by one or more certified auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of a certified auditor instead of a Supervisory Board.

The remainder of this article 13 apply in case there is a Supervisory Board.

13.1.2 For the carrying out of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the 1915 Law.

13.1.3 The members of the Supervisory Board shall neither participate nor interfere with the management of the Company but, in accordance with the provisions of article 110 of the Law, may provide their opinion to the Manager or the Board of Managers, as the case may be, on such matters as the Manager or the Board of Managers, as the case may be, may request.

13.1.4 The members of the Supervisory Board shall not receive any compensation in connection with their membership on the Supervisory Board but shall be entitled to reimbursement of all expenses in connection with that membership.

13.2 Election.

13.2.1 The members of the Supervisory Board will be elected by a resolution of the shareholders' meeting for a period not exceeding six (6) years. In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six (6) years from the date of his election. The members of the Supervisory Board are eligible for reelection and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting. They will remain in office until their successors have been appointed.

13.2.2 In the event of the total number of members of the Supervisory Board falling below three, the Manager shall forthwith convene a Shareholders' Meeting in order to fill these vacancies.

13.3 Meetings of the Supervisory Board.

13.3.1 Meetings of the Supervisory Board ("Supervisory Board Meetings") may be convened by any member of the Supervisory Board. The Supervisory Board will choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a member of the Supervisory Board, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Supervisory Board.

13.3.2 Notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, fax or by e-mail to all members at least five days in advance of the time set for such meeting, except in cases of emergency, in which event the nature of the emergency will be set out in the notice. The notice will indicate the time and the place of the meeting and it will contain the agenda.

13.3.3 The members of the Supervisory Board may validly debate and take decisions at a Supervisory Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the members of the Supervisory Board have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Supervisory Board Meeting, in person or by an authorised representative.

13.3.4 A member of the Supervisory Board may appoint any other member of the Supervisory Board Member to act as his representative at a Supervisory Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Supervisory Board Meeting. A Supervisory Board Member can act as representative for more than one member of the Supervisory Board at a Supervisory Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two members of the Supervisory Board are physically present at a Supervisory Board Meeting held in person or participate in person in a Supervisory Board Meeting. In the case of an equality of votes, the chairman of the Supervisors Board will have a casting vote.

13.3.5 The Supervisory Board can only validly debate and take decisions if at least half of the members of the Supervisory Board are present or represented. Decisions of the Supervisory Board shall be adopted by a simple majority of the members of the Supervisory Board present or represented.

13.3.6 A members of the Supervisory Board or his/her/its representative may validly participate in a Supervisory Board Meeting by videoconference or other telecommunication means allowing their identification, and are deemed to be present, for the determination of the quorum and majority. These means must comply with technical features allowing an effective participation at the Supervisory Board Meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way. A Supervisory Board Meeting held in this way is deemed to be held at the registered office of the Company.

13.3.7 A resolution in writing signed by all members of the Supervisory Board shall be as valid and effective as if it had been passed at a Supervisory Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by the members of the Supervisory Board.

13.4 Minutes.

13.4.1 The minutes of a Supervisory Board Meeting shall be signed by the chairman or all members of the Supervisory Board present at the Supervisory Board Meeting.

13.4.2 Copies or extracts of such minutes will be signed by the chairman alone or by a member of the Supervisory Board together with the secretary (if any) or by any two members of the Supervisory Board.

Art. 14. Financial year - Distributions.

14.1 Financial Year

14.1.1 The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31 December 2014 (all dates inclusive).

14.1.2 The Manager or the Board of Managers, as the case may be, shall draw up the balance sheet and the profit and loss account of the Company. The Manager or the Board of Managers, as the case may be, will submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general shareholders' meeting to the Supervisory Board and/or the certified auditor(s) (réviseur (s)d'entreprises agréé), as the case may be, who shall make a report on such documents.

14.1.3 The financial statements shall be submitted for adoption to the annual general shareholders' meeting in accordance with the Law. The annual general shareholders' meeting shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements.

14.2 Distributions

14.2.1 An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

14.2.2 Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

14.2.3 The shareholders' meeting shall determine how the annual net profits shall be disposed of and may declare from time to time ordinary dividends without ever exceeding the amounts proposed by the Manager or the Board of Managers, as the case may be.

14.2.4 Interim dividends may be distributed by the Manager or the Board of Managers, as the case may be, is authorised to declare and pay interim dividends, subject to the conditions laid down by the Law.

Art. 15. Dissolution and liquidation.

15.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any of the shareholders.

15.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the shareholders' meeting in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

15.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

15.4 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed in accordance with Article 14.2.2 of these Articles.

Art. 16. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholders represented as stated above declare to subscribe the entire share capital as follows:

Subscribers	Number and class of shares	Subscribe d amount
Onex Wizard Acquisition Company GP S.à r.l.	1 unlimited share	EUR 1
Onex Wizard Acquisition Company III S.à r.l.	<u>30,999 limited shares</u>	<u>EUR 30,999</u>
TOTAL	1 unlimited share 30,999 limited shares	EUR 31,000

All the shares have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000 is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary who expressly acknowledges it so that as of now said amount is at the free disposal of the Company.

Resolutions of the shareholders

The founding shareholders, represented as stated here above, unanimously take the following resolutions:

1. The following are appointed as members of the Board of Managers of the Company for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2015:

A Manager (gérant):

Jean Lemaire, born on 10 July 1953, in Bastogne, Belgium, residing at 12A Rue Randlingen, L-8366 Hagen, Grand Duchy of Luxembourg.

B Managers (gérants):

a. Donald Francis West, born on 9 January 1938, in Galion, Ohio, United States of America, residing at 542 King Avenue, Marion, Ohio 43302 United States of America.

b. Christian Dam-Rasmussen, born on 5 November 1976, in Aarhus, Denmark, residing at Flat 10, Shelton House 181 Sloane Street, London SW1Z 9QN United Kingdom.

2. The following is appointed as certified auditor (cabinet de révision agréé) for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2015:

PricewaterhouseCoopers, having its office in L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator, registered with the Régistre de commerce et des sociétés Luxembourg under the number B.65.477.

3. The registered office of the Company shall be established at 291 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le cinq novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché du Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Onex Wizard Acquisition Company III S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg; et

- Onex Wizard Acquisition Company GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg,

ici représentées par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparantes, agissant comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et dénomination sociale. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société en commandite par actions qui porte la dénomination de Onex Wizard Acquisition Company II S.C.A. (ci après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi») ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la prise de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale, elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle ou de surveillance et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre réaliser toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens mobiliers ou immobiliers, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville.

4.2 Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du Gérant ou du Conseil de Gérance (tels que définis ci-après), suivant le cas.

4.4 Dans l'éventualité où le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas).

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'actions.

5.1 Capital social - prime d'émission - réserves

Le capital social émis et souscrit de la Société est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000) divisé en:

- une (1) action de commandité; et
- trente-mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions de commanditaires, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Toute prime d'émission payée sur toute action devra être allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. Sauf s'il en est décidé autrement par les actionnaires ou le Gérant/Conseil de Gérance, selon le cas, au moment du paiement de la prime, la prime d'émission ne sera pas réservée et attachée aux actions en rapport avec lesquelles elle a été payée. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par les actionnaires ou par le Gérant/Conseil de Gérance, selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

La Société peut accepter des apports sans émettre d'actions ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par les actionnaires ou par le Gérant/Conseil de Gérance selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Sauf s'il en est décidé autrement par les actionnaires ou le Gérant/Conseil de Gérance, selon le cas, au moment de l'apport, les réserves ne seront pas réservées et attachées aux actions en rapport avec lesquelles l'apport a été fait.

5.2 Actions

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf disposition contraire des présents Statuts ou de la Loi.

Les actions seront nominatives and les actionnaires ne peuvent pas demander que leurs actions soient converties en actions au porteur.

Envers la Société, les actions de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par action. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs d'actions gagées doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. S'il y a plusieurs détenteurs d'actions ou de fractions d'action, la Société sera autorisée à suspendre l'exercice des droits y relatifs jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le détenteur, vis-à-vis de la Société, de l'action ou fraction.

5.3 Modifications du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, conformément à l'Article 10 des présents Statuts et de la Loi.

5.4 Registre des Actions - Certificats

La Société maintiendra un registre des actions en conformité avec les dispositions de l'article 39 de la Loi.

La Société devra considérer la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites au registre comme le détenteur de ces actions.

Des certificats établissant l'inscription au registre pourront être délivrés aux actionnaires sur demande.

5.5 Transfert d'Actions - Rachat d'Actions

Les actions sont transférables en conformité avec les dispositions de la Loi et des présents Statuts.

La Société peut racheter ses propres actions en conformité avec les dispositions de la Loi. Pour éviter toute ambiguïté, les actions rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

Art. 6. Administration.

6.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants (le(s) "Gérant(s)") qui peuvent mais ne doivent pas nécessairement être actionnaires commandités.

Le(s) Gérant(s) est/sont nommés par décision des actionnaires pour une période ne pouvant excéder six (6) ans (renouvelable). Si plusieurs Gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»). Le Conseil de Gérance sera composé de Gérants A et B.

6.2 Les Gérants peuvent être révoqués ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment par décision adoptée par les actionnaires.

En cas de révocation, dissolution, incapacité légale ou empêchement d'agir du Gérant qui est actionnaire commandité de la Société, la Société ne sera pas dissoute et les dispositions relevantes de la Loi s'appliqueront. Si suivant cette révocation, dissolution, incapacité légale ou empêchement d'agir du Gérant qui est actionnaire commandité de la Société, il n'y a pas d'autre Gérant, alors le Gérant qui est actionnaire commandité sera remplacé par un nouveau Gérant par décision de l'assemblée des actionnaires. L'actionnaire commandité qui est Gérant n'aura pas de droit de veto concernant sa révocation et/ou son remplacement. Les Gérants peuvent être rémunérés pour leurs services de gérants et/ou être remboursés de toutes les dépenses raisonnables par décision de l'assemblée des actionnaires.

6.3 Les détenteurs d'actions de commanditaires ne pourront accomplir aucun acte de gestion vis-à-vis des tiers, sous réserve des actions qui ne sont pas considérées comme des actes de gestions conformément aux dispositions de l'article 108 de la Loi ainsi que des autres dispositions de la Loi.

6.4 Réunions

6.4.1 Lorsque requis par la Loi, le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président. Il peut aussi désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil de Gérance, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux membres du Conseil de Gérance.

6.4.2 Les réunions du Conseil de Gérance peuvent être convoquées par tout membre du Conseil de Gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins deux (2) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque membre du Conseil de Gérance exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du Conseil de Gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque membre du Conseil de Gérance.

6.4.3 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des membres du Conseil de Gérance est présente ou représentée à la réunion. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des membres du Conseil de Gérance présents ou représentés à cette réunion y compris le vote positif d'au moins un gérant A et un gérant B.

6.4.4 Les décisions du Conseil de Gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par tout membre du Conseil de Gérance.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Gérance, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président, tout membre du Conseil de Gérance.

6.4.7 Un membre du Conseil de Gérance peut nommer un autre membre du Conseil de Gérance (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un membre du Conseil de Gérance peut agir en tant que représentant de plusieurs membre(s) du Conseil de Gérance à une réunion du conseil à condition qu'au moins deux membres du Conseil de Gérance sont physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout membre et tous les membres du Conseil de Gérance peut/peuvent participer aux réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les membres du Conseil de Gérance participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

Art. 7. Pouvoirs des gérants/ Conseil de gérance.

7.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant unique ou, le Conseil de Gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

7.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du Gérant ou du Conseil de Gérance, selon le cas.

Art. 8. Représentation de la société.

8.1 La Société sera engagée envers les tiers:

- en cas d'un Gérant unique, par la seule signature du gérant unique ou acte du Gérant unique (et dans le cas où il est une entité légale, par son représentant permanent ou mandataire) ou par tout mandataire nommé par le Gérant unique.
- en cas de pluralité de Gérants, par la signature conjointe d'un Gérant A et un Gérant B ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par un Gérant A et un Gérant B.

Art. 9. Délégation de pouvoirs.

9.1 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut à tout moment, nommer des agents de la Société pour les affaires courantes et gestion de la Société. Le mandataire nommé sera doté des pouvoirs et des devoirs qui leur sont conférés par le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant.

9.2 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 10. Responsabilité des actionnaires.

10.1 Les détenteur d'actions de commandités, sont solidairement responsables avec la Société de tous les passifs de la Société dans les mesures requises par la Loi Luxembourgeoise, y compris l'article 102 de la Loi.

10.2 Les détenteurs d'actions de commanditaires sont conjointement et solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, pour les engagements de la Société dans lesquelles ils ont participé, en violation de l'interdiction figurant à l'article 6.3. Ils doivent également être conjointement et solidairement responsables vis-à-vis des tiers pour les engagements dans lesquels ils ne participent pas, s'ils ont mené régulièrement des actes de gestion vis-à-vis des tiers.

Art. 11. Assemblées des actionnaires.

11.1 Chaque assemblée des actionnaires de la Société, valablement constituée, représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée des actionnaires délibère uniquement sur les points qui ne sont pas réservés au Gérant ou au Conseil de Gérance, suivant le cas, selon la Loi ou les présents Statuts.

11.2 Toute assemblée générale devra être convoquée selon les règles prévues par la Loi. L'assemblée est convoquée par requête des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société et ce dans le mois suivant l'introduction de la requête. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société peuvent requérir l'adjonction d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Une telle requête doit être adressée au siège social de la Société par voie de courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée générale.

11.3 Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires, et s'ils déclarent avoir renoncé aux formalités s'attachant à la convocation, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation préalable.

11.4 Chaque actionnaire peut participer aux décisions collectives indépendamment du nombre d'actions qu'il/elle détient. Chaque action donne droit à une voix sauf dispositions contraires prévues par les présents Statuts ou par la Loi.

11.5 Chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen de formulaires de vote envoyés par voie postale ou télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée dans l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que des formulaires de vote fournis par la Société, lesquels indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée générale, l'ordre du jour ainsi que pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, la possibilité de voter en faveur, contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens du vote ni l'abstention seront considérés comme nuls. La Société ne tiendra compte que des formulaires de vote reçus 1 (un) jour précédant l'assemblée générale y relative. Les formulaires de vote reçus postérieurement à cette date ne seront pas pris en considération pour la détermination du quorum et majorité.

11.6 Les actionnaires peuvent participer à l'assemblée générale par visio-conférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification, et sont réputés présents pour la détermination du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée générale dont les délibérations sont retransmises de manière continue.

11.7 Chaque actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou d'autres moyens similaires) une autre personne, actionnaire ou non, comme mandataire.

11.8 Le Gérant ou le Conseil de Gérance, suivant le cas, peut déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires pour pouvoir participer à toute assemblée générale.

11.9 Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple de voix exprimées.

L'assemblée générale convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne peut délibérer valablement que si la moitié du capital est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications aux Statuts proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée générale peut être convoquée suivant les règles prévues par la Loi. Cet avis de convocation devra reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats recueillis lors de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée générale pourra délibérer valablement indépendamment de la

proportion du capital représentée. Tant à la première qu'à la seconde assemblée générale, les résolutions, en vue de leur adoption, devront être prises par deux-tiers des voix exprimées.

La nationalité de la Société ne peut être modifiée et les engagements des actionnaires augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires.

Art. 12. Assemblée générale annuelle.

12.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg stipulé dans la convocation le 3^{ème} vendredi du mois de juin à 15h.

12.2 Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle des actionnaires pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du Gérant ou du Conseil de Gérance, suivante le cas, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 13. Audit.

13.1 Commissaire(s) aux comptes.

13.1.1 Les opérations de la Société devront être supervisées par un conseil de surveillance composé de trois membres au moins, actionnaires ou non (le "Conseil de Surveillance"), sauf si la Société est surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un/de réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un Conseil de Surveillance.

Les autres dispositions du présent Article 13 sont applicables au cas où il existe un Conseil de Surveillance.

13.1.2 Pour accomplir ses obligations de contrôle, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi de 1915.

13.1.3 Les membres du Conseil de Surveillance ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais, conformément aux dispositions de l'article 110 de la Loi, peuvent donner leur opinion au Gérant ou au Conseil de Gérance, le cas échéant, sur des points que le Gérant ou le Conseil de Gérance, le cas échéant requiera.

13.1.4 Les membres du Conseil de Surveillance ne recevront aucune compensation pour leurs fonctions au sein du Conseil de Surveillance mais auront droit au remboursement de toutes les dépenses en relation avec ces fonctions.

13.2. Nomination.

13.2.1 Les membres du Conseil de Surveillance seront désignés par résolution des actionnaires pour une durée maximale de six (6) ans. Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera réputé avoir été élu pour une durée de six (6) ans à partir de la date de sa nomination. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par résolution des actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

13.2.2 Dans l'hypothèse où le nombre total des membres du Conseil de Surveillance deviendrait inférieur à trois, le Gérant sera tenu de convoquer immédiatement une Assemblée des Actionnaires afin de remédier à cette vacance.

13.3. Réunions du Conseil de Surveillance.

13.3.1 Les réunions du Conseil de Surveillance (les "Réunions du Conseil de Surveillance") pourront être convoquées par tout membre du Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance désignera l'un des Membres du Conseil de Surveillance pour agir en tant que président. Il peut également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil de Surveillance, qui sera responsable pour garder les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Surveillance.

13.3.2 Les convocations de toute réunion du Conseil de Surveillance seront délivrées par lettre, télécopie ou e-mail adressés à tous ses membres au moins cinq jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature de l'urgence sera précisée dans la convocation. La convocation indiquera également la date et l'endroit de la réunion et l'ordre du jour.

13.3.3 Les membres du Conseil de Surveillance pourront valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les membres du Conseil de Surveillance ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en cause soit par écrit, soit, lors de la Réunion du Conseil de Surveillance, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.3.4 Un membre du Conseil de Surveillance peut nommer un autre membre du Conseil de Surveillance afin qu'il agisse comme son représentant lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance pour participer, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Surveillance. Un membre du Conseil de Surveillance peut agir en tant que représentant pour plus d'un membre du Conseil de Surveillance lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance à condition que au moins deux membres du Conseil de Surveillance soient présents physiquement lors de la Réunion du Conseil de Surveillance tenue en personne ou participent en personne à la Réunion du Conseil de Surveillance. En cas d'égalité des voix, le président du Conseil de Surveillance aura une voix prépondérante.

13.3.5 Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et valablement prendre des décisions uniquement si au mois la moitié des membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés.

13.3.6 Un membre du Conseil de Surveillance ou son/sa représentant(e) pourront valablement participer aux Réunions du Conseil de Surveillance par vidéo conférence ou moyens de communication permettant l'identification de chacun des Membres du Conseil de Surveillance participant pour la détermination du quorum de majorité. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à la Réunion du Conseil de Surveillance afin que les délibérations soient transmises de façon continue. Une Réunion du Conseil de Surveillance tenue de cette façon est réputée avoir été tenue au siège social.

13.3.7 Une résolution écrite signée par tous les membres du Conseil de Surveillance auront le même effet et la même validité que si elles avaient été adoptées lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu signé(s) les membres du Conseil de Surveillance concernés.

13.4 Procès-Verbaux.

13.4.1 Les procès-verbaux de toute Réunion du Conseil de Surveillance seront signés, par le président ou, par tout membre du Conseil de Surveillance présent à la Réunion du Conseil de Surveillance.

13.4.2 Copies et extraits de ces procès-verbaux seront signés par le président seul ou par les membres du Conseil de Surveillance ensemble avec le secrétaire (le cas échéant) ou par deux membres du Conseil de Surveillance.

Art. 14. Exercice social - Distributions.

14.1 Exercice social

14.1 L'exercice social de la Société débutera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année, étant entendu, qu'en tant que disposition transitoire, le premier exercice social de la Société débute le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2014 (toutes dates incluses).

14.1.2 Le Gérant ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, établit le bilan et le compte de profits et pertes de la Société. Le Gérant ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, remet ces pièces ensemble avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuel des actionnaires au Conseil de Surveillance et/ou du réviseur d'entreprises agréé, suivant le cas, lequel établira un rapport contenant leurs commentaires sur ces documents.

14.1.3 Les comptes annuels seront soumis pour approbation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires conformément à la Loi. L'assemblée générale annuelle des actionnaires les examinera et, si elle l'estime opportun, les approuvera.

14.2 Distributions

14.2.1 Du bénéfice annuel net de la Société cinq pour cent (5%) seront obligatoirement prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale jusqu'à et aussi longtemps que le montant de celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

14.2.2 Chaque action donne droit à une part des actifs et bénéfices de la Société en proportion avec le nombre des actions existantes.

14.2.3 L'assemblée des actionnaires détermine la manière dont les bénéfices nets annuels seront alloués et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par le Gérant ou le Conseil de Gérance le cas échéant.

14.2.4 Dividende intérimaires peuvent être distribués par le Gérant ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, est autorisé à déclarer et payer des dividendes intérimaires conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Dissolution et liquidation.

15.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension de droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'un des actionnaires.

15.2 Sauf dans le cas d'une dissolution sur décision judiciaire, la dissolution de la Société ne pourra être décidée qu'en vertu d'une décision des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts.

15.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

15.4 Après paiement de toutes les dettes et les charges à l'encontre de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera distribué aux actionnaires conformément à l'article 14.2.2 des Statuts.

Art. 16. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, le) actionnaires) fondateurs, dûment représentés comme mentionnés ci-dessus, déclarent souscrire l'entièreté du capital social comme suit

167400

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit
Onex Wizard Acquisition Company GP S.à r.l.	1 action de commandité	EUR 1,-
Onex Wizard Acquisition Company III S.à r.l.	30.999 actions de commanditaires	EUR 30.999,-
	<hr/>	<hr/>
TOTAL	1 action de commandité 30.999 actions de commanditaires	EUR 31.000,-

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à présent à la disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant de sorte que ladite somme est dès à présent à la libre disposition de la Société.

Résolution de(s) actionnaire(s)

Les actionnaires fondateurs, représentés comme mentionnés ci-dessus prennent unanimement les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommés en qualité de membres du Conseil de Gérance pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2015:

Gérant A:

Monsieur Jean Lemaire, né le 10 juillet 1953 à Bastogne, Belgique, résidant au 12A rue Randlingen, L-8366 Hagen, Grand-Duché de Luxembourg;

Gérants B:

a. Monsieur Donald Francis West, né le 9 janvier 1938 à Galion, Ohio, Etats Unis d'Amérique, résidant à: 542 King Avenue, Marion, Ohio 43302, Etats Unis d'Amérique;

b. Monsieur Christian Dam-Rasmussen, né le 5 novembre 1976 à Aarhus, Danemark, résidant à Flat 10, Shelton House 181 Sloane Street SW1Z 9QN Londres, Royaume-Uni.

2. La personne suivante est nommée en qualité de cabinet de révision agréé de la Société pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu au 2015:

PricewaterhouseCoopers, avec siège social à L-2182 Luxembourg, 2 rue Gerhard Mercator, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.477.

Le siège social de la Société est établi au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à la charge de la Société à raison des présentes sont évalués à environ EUR 1.200,-.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la demande du/des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit/desdits comparant(s) et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 novembre 2014. Relation GRE/2014/4403. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014177064/731.

(140203047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Optimum Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 191.883.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of November,
Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Optimum ASA, a public limited company with a share capital of NOK 4.100.000,00, having its registered office at Christian Michelsens Gate 2a, 2012 Bergen, Norway, registered in the Register of Business Enterprises of Norway under number 963 117 000.

Here represented by Mr Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an “ad hoc” proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the representative of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to incorporate a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) with the following articles of incorporation:

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a public limited liability company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) (“SICAV”) in the structure of an umbrella fund under the name of “OPTIMUM INVESTMENT FUNDS” (the “Company”).

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders (the “Shareholders”).

Duration

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets as referred in Part I of the law dated 17 December 2010 (the “2010 Law”) with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by 2010 Law or any legislative reenactment or amendment thereof.

Registered office

Art. 4. The registered office of the Company is established in Grevenmacher, in the Grand Duchy of Luxembourg. The board of directors of the Company (the “Board of Directors”) may decide to transfer the registered office of the Company to another place in the same municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company and will be represented by fully paid-up Shares of no par value. The share capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of Shares as defined in article 23 hereof. The minimum capital of the Company after a period of six (6) months following the registration of the Company as an Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities (a “UCITS”) shall be not less than (the equivalent of) one million two hundred fifty thousand euro (1,250,000.- EUR).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall in the case of a Sub-Fund not denominated in euro, be notionally converted into euro in accordance with article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as registered Shares (as defined below) are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with article 24 hereof, based on the net asset value (the “Net Asset Value”) per Share of the respective sub-fund (the “Sub-Fund”) determined in accordance with article 23 hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the restrictions imposed by law.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub-Funds which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund (after the deduction of any initial charge, if applicable, as may be indicated in the prospectus) shall be invested in accordance with the objectives set out in article 3 hereof in transferable securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas,

industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund different classes of shares (a "Class of Shares" or a "Class"), which may differ, inter alia, in respect of their fee structure, dividend policy, hedging policies, minimum subscription amount, investment eligibility criteria, modalities of payment or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board of Directors may decide to issue. In accordance with the above, the Board of Directors may decide to differentiate within the same Class of shares two classes where one class is represented by the capitalisation shares ("Capitalisation Shares") and the second class is represented by distribution shares ("Distribution Shares"). The Board of Directors may decide if and from what date Shares of any such Class of Shares shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

The Company may impose restrictions on the issuance of Shares of any Sub-Fund during a certain period, as determined by the Board of Directors.

In case where one or several Sub-Funds of the Company hold Shares that have been issued by other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital.

Registered shares - Bearer shares

Art. 6. The Board of Directors may decide to issue Shares in registered form ("Registered Shares") and/or bearer form ("Bearer Shares"). Bearer Shares will be in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a Shareholder holding Bearer Shares requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations (or vice versa), costs may be charged to him.

In the case of Registered Shares, in the absence of a specific request for the issuance of share certificates at the time of application, Registered Shares will in principle be issued without share certificates. Shareholders will receive in lieu thereof a confirmation of their shareholding. If a registered Shareholder wishes that more than one share certificate be issued for his Shares, or if a Shareholder holding Bearer Shares requests the conversion of his Bearer Shares into Registered Shares, the Board of Directors may in its discretion levy a charge on such Shareholder to cover the administrative costs incurred in effecting such exchange. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price per Share as set forth in article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends in respect of Registered Shares, if any, will be made to Shareholders, by cheque mailed at their risk to their address as shown on the register of Shareholders (the "Register of Shareholders") or to such other address as indicated to the Board of Directors in writing or by bank transfer and, in respect of Bearer Shares, payment in cash will be remitted against tender of the appropriate coupons.

All Registered Shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Company and the number of Shares in each Sub-Fund held by him. Every transfer of a Registered Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such fee as shall have been approved by the Board of Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The transfer of Bearer Shares shall be effective by delivery of the Bearer Share to the Shareholders concerned.

The transfer of Bearer Shares represented by Global Share Certificates shall be effective by book entry credit to the securities accounts of the Shareholders' financial intermediaries opened with the clearing institutions, in accordance with applicable laws and any rules and procedures issued by the clearing agent concerned with such transfer.

The transfer of Registered Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Company in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Company, along with other instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Company.

Every Shareholder of which shareholding is recorded in the Register of Shareholders must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such Shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. Subject to the prior approval of the Company expressed on a case by case basis or in general terms as specified in the Company's Prospectus, Shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Company. The value of any such subscription in kind will be confirmed in a report prepared by the Company's auditor, to the extent required under Luxembourg law.

If the payment made by any subscriber (who is subscribing for Registered Shares) results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. Bearer Shares may not be purchased or redeemed in fractional amounts.

Lost and damaged share certificates

Art. 7. If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the customer charges incurred in issuing a duplicate or a new share certificate in substitution for a mislaid, mutilated, or destroyed share certificate.

Restrictions on shareholding

Art. 8. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board of Directors as being not entitled to subscribe for or hold Shares in the Company or, as the case may be, in a specific Sub-Fund or Class of Shares, (i) if in the opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to disadvantages of a tax, legal or financial nature that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of a given Class of Shares (each individually, a "Prohibited Person").

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by (i) any "U.S. Person", as defined hereafter or by (ii) any person willing to subscribe for or to buy on the secondary market or holding Shares of Classes reserved to Institutional Investors (as defined below) who does not qualify as an Institutional Investor or by (iii) a Prohibited Person (altogether defined as "Restricted Person"). For such purposes, the Company may:

(a) decline to issue any Share, or to register any transfer of Shares, where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person,

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares, on the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of such Shares rests or will rest in a Restricted Person; and

(c) where it appears to the Company that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from such Shareholder all Shares held by him in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the Shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Bearer Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with article 21 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the Reference Currency (as defined in the Company's prospectus (the "Prospectus")) of the relevant Sub-Fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner, upon surrender of certificate or certificates (if any) relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest being due) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Company at any meeting of Shareholders of the Company.

Whenever used in these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”), the term “U.S. Person” shall mean U.S. persons (as defined under United States federal securities, commodities and tax laws) or persons who are resident in the United States at the time the Shares are offered or sold and the term “Institutional Investor” shall include any investor meeting the requirements to qualify as an institutional investor for the purposes of article 174 of the 2010 Law, as amended.

The Company may further determine to restrict or close the issue of Shares (including any conversion) when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company.

Powers of the general meeting of shareholders

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company (or Sub-Fund or the Class of Shares as the case may be). Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

General meetings

Art. 10. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in October at 10.00 a.m. (CET) of each year and for the first time, in 2015. If such day is not a Luxembourg and Frankfurt a. Main stock exchange Banking Day (a day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks settle payments in Luxembourg and Frankfurt a. Main), the annual general meeting shall be held on the immediately following Luxembourg Banking Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Directors in the respective convening notices of such meeting. A general meeting must be convened if Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company’s capital so require.

Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class of Shares or of several Sub-Funds or Classes of Shares may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such Sub-Fund or Classes of Shares and/or to a variation of their rights.

Quorum and votes

Art. 11. Unless otherwise provided herein, the quorum and periods required by law shall govern the convening notice for and conduct of the general meetings of Shareholders.

If so provided for, Shareholders participating in a Shareholders’ meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Each whole Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation and by any applicable Luxembourg laws and regulations. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, provide in the convening notice for any general meeting that Shareholders shall be authorised to cast their vote by ballot papers («formulaires») expressed in the English language.

Any ballot paper (“formulaire”) shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper (“formulaire”) which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and / or residence of the relevant Shareholder;
- total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant Shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of Shares for which the relevant Shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant Shareholder.

Any ballot paper (“formulaire”) shall be received by the Company no later than 5 p.m., Luxembourg time on the Luxembourg Banking Day immediately preceding the day of the general meeting of Shareholders. Any ballot paper (“formulaire”) received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper (“formulaire”) shall be deemed to have been received:

- (a) if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company; at the time of delivery; or
- (b) if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

For any decisions affecting the rights of the Shareholders of a specific Class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law of these Articles of Incorporation.

Convening notice

Art. 12. Shareholders shall be convened by the Board of Directors or, if exceptional circumstances so require, by any two directors acting jointly, pursuant to a convening notice sent by registered mail at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder’s address indicated in the Register of Shareholders.

If Bearer Shares are issued, the convening notice shall, in addition, be published in accordance with Luxembourg law and in such other media as the Board of Directors may decide in its discretion.

The convening notice shall contain the agenda and such information and appendices as required by Luxembourg law. The convening notice for a general meeting may provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the Shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time).

One or several Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company’s capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

If all Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may decide that the meeting be held without prior notice or publicity having been given or made.

Directors

Art. 13. The Company shall be managed by the Board of Directors which shall be composed of not less than three (3) members. Members of the Board of Directors need not be Shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by way of cooptation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of directors

Art. 14. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board of Directors, but failing a chairman or in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax message.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present (which may be by way of a telephone conference call or video conference call) or represented at a meeting of the Board of Directors.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event of tie the chairman shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all directors.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors, acting under the supervision and responsibility of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Minutes of board of directors meetings

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, as the case may be, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by such chairperson, or by the secretary, or by two directors.

Determination of investment policies

Art. 16. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the investment policy for each Sub-Fund. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

The Company may only invest in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State. (For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development ("OECD") and any other country of Europe, North, Central & South America, Asia, Africa and the Pacific Basin); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the constitutional documents of the Company and such admission is secured within a year of issue; and/or

(iv) units of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised according to Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities as may be amended from time to time and/or other undertakings for collective investment («UCIs») within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC as may be amended from time to time;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period.

No more than ten (10) per cent of the UCITS' or the other UCIs' assets, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs; and/or

(v) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State of the European Union (a "Member State") or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law; and/or

(vi) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by a company any securities of which are dealt in on Regulated Markets referred to in items (i), (ii) or (iii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line; and/or

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments in accordance with articles 41 (1) g and 42 (2) of the 2010 Law, or

PROVIDED THAT the Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to above; provided further that the total of such investment shall not exceed ten (10) percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

The Company may invest in Shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company, under the conditions provided for in the 2010 Law.

A Sub-Fund ("Feeder") may further invest 85% of its assets in units of another UCITS ("Master") authorised according to Directive 2009/65/EC (or a sub-fund of such UCITS).

The Company may invest up to a maximum of thirty-five (35) per cent of the net assets of any or of all the Sub-Funds in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may further invest up to hundred (100) per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by a member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty (30) per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

Unless otherwise provided in the prospectus for a given Sub-Fund, no more than ten (10) per cent of a single Sub-Fund's assets may be invested in shares or units of other UCITS and/or other UCIs.

In case of investment in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the Management Company (the "Management Company") or the Investment Manager of the Company (the "Investment Manager") or by any other Company which is linked to the Investment Manager by common management or control or by a substantial direct or indirect holding (a "Linked Company"), neither the Investment Manager nor the Linked Company may charge subscription or redemption fees on account of the Company's investment in the units of such UCITS and/or UCI.

Directors' interest

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

Indemnity

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Administration

Art. 19. The Company will be bound by the signature(s) of any directors or by the signature(s) of any director(s) or officer(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Auditor

Art. 20. The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by article 154 of the 2010 Law.

Redemption, Conversion of shares, Mergers and liquidation of sub-funds

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law, these Articles of Incorporation and in the Prospectus.

Redemptions will generally take place in respectively cash or in kind depending on the Sub-Fund concerned as more specifically prescribed in the current Prospectus.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may refuse to redeem Shares if such redemption request does not comply with the minimum number of Shares to offer for redemption or the minimum redemption amount or such other conditions as the Board of Directors may determine from time to time and as disclosed in the Prospectus; and

(ii) the Company may, if the compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company or the relevant Sub-Fund of an aggregate amount or number of Shares which is less than the minimal holding as the Board of Directors may determine from time to time as disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(iii) the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Date (as defined in the Prospectus) more than 10% of the total number of Shares of the relevant Sub-Fund or Class of Shares then in issue and outstanding; The Company may declare that such redemptions are deferred. On such Valuation Date such requests shall be complied with in priority to later requests (under same conditions as specified below).

If any single application for cash redemption is received in respect of any one Valuation Date which represents more than 10% of the Net Asset Value of any one Sub-Fund, the Board of Directors may ask such Shareholder to accept payment in whole or in part by an in kind distribution of the portfolio securities in lieu of cash as described in the current Prospectus.

For the purpose of the above provisions, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund or Class (as determined in accordance with the provisions of article 23 hereof) determined in accordance with the Prospectus provided a written and irrevocable redemption request has been duly received on the relevant Valuation Date before the relevant redemption deadline, less any applicable redemption charge or fees, as may be decided by the Board of Directors from time to time and described in the then current Prospectus.

Redemption proceeds will be paid within such period as defined in the prospectus.

Any proceeds the Company is unable to redeem to the relevant Shareholders will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Upon approval by the Company, the Company shall, if the Shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of the Redemption Price by allocating to such Shareholder assets from the Sub-Fund equal in value to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis with due regard to all applicable laws and regulations and will take into account the interests of the

remaining Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a report of the Company's auditor, to the extent required by Luxembourg law.

Unless otherwise stated in the current Prospectus, any Shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Sub-Fund, based on a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current Prospectus. Conversions from Shares of one Class of Shares of a Sub-Fund to Shares of another Class of Shares of either the same or a different Sub-Fund are not permitted, except otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

In the event that, for any reason, the value of the total net assets of any Sub-Fund or Class, declines to, or fails to reach, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum appropriate level for the relevant Sub-Fund or Class, or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund or Class, or because it is in the best interests of the relevant Shareholders, the Company may redeem all (but not some) of the Shares of the Sub-Fund or Class. In the case of a termination of the Sub-Fund or Class, the Company will redeem the Shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the relevant Sub-Fund or Class but without application of any redemption charge.

Termination of a Sub-Fund or Class by compulsory redemption of all relevant Shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders holding Shares relating to a Sub-Fund or Class to be terminated, at a duly convened meeting relating to such Sub-Fund or Class which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

In addition, the Board of Directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any sub-fund with another UCITS or a sub-fund within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

Such merger will be binding on the Shareholders of the relevant Sub-Fund upon thirty days' prior written notice thereof given to them, during which Shareholders may redeem their Shares, it being understood that the merger will take place five Business Days after the expiry of such notice period.

The request for redemption of a Shareholder during the above mentioned period will be treated without any cost, other than the cost of disinvestment.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Valuations and suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares issued by the Company shall be determined with respect to the Shares relating to each Sub-Fund by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors may decide (every such day or time for determination thereof being a Valuation Date).

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund in the Reference Currency either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Company, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue and redemption of Shares in any Sub-Fund as well as the right to convert Shares of any Sub-Fund into Shares relating to another Sub-Fund:

(i) during any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the assets of a Sub-Fund from time to time are quoted or traded is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which transactions therein are restricted, limited or suspended, provided that such restriction, limitation or suspension affects the valuation of such assets;

(ii) where the existence of any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, constitutes an emergency or renders impracticable a disposal or valuation of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iii) during any breakdown of the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the assets attributable to a Sub-Fund;

(iv) during any period in which the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

(v) when for any other reason the prices of any constituents of the assets of a Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(vi) in case of the Company's liquidation or in the case a notice of termination has been issued in connection with the liquidation of a Sub-Fund or a Class of Shares;

(vii) where, in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares;

(viii) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or of another UCITS (or a sub-fund thereof), provided such suspension is in the interest of the Shareholders;

(ix) in case of a feeder Sub-Fund, if the net asset calculation of the Master UCITS is suspended.

The suspension in respect of a Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-Fund.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given to the Luxembourg supervisory authority and to the Luxembourg Stock Exchange and any other relevant stock exchange where the Shares are listed and to any foreign regulator where any Sub-Fund is registered in accordance with the relevant rules. Such notice will be notified to the relevant shareholders concerned.

Determination of net asset value

Art. 23. The Net Asset Value, the Redemption Price of Shares and the Issue Price of Shares shall be determined by the Company on the Valuation Date at least twice a month. The Valuation Date for each Sub-Fund is indicated in the relevant appendix of the Prospectus (the "Appendix").

The Net Asset Value of each Sub-Fund and the Net Asset Value of the relevant Class shall be expressed in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. Whilst the reporting currency of the Company is Euro, the Net Asset Value is made available in the currency of each Sub-Fund as described in the relevant Appendix. The Net Asset Value shall be determined on each Valuation Date separately for each Share of each Sub-Fund and for each Class dividing the total Net Asset Value of the relevant Sub-Fund and of the relevant Class by the number of outstanding Shares of such Sub-Fund and of the relevant Class.

The Net Asset Value shall be determined by subtracting the total liabilities of the Sub-Fund or Class from the total assets of such Sub-Fund or Class in accordance with the principles laid down in the Company's Articles of Incorporation and in such further valuation regulations as may be adopted from time to time by the Board of Directors.

Valuation of Investments

Investments shall be valued as follows:

1 The value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such provision as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2 The value of all securities which are listed on an official stock exchange is determined on the basis of the last available prices on the Business Day immediately preceding the Valuation Date. If there is more than one stock exchange on which the securities are listed, the Board of Directors may in its discretion select the stock exchange which shall be the principal stock exchange for such purposes.

3 Securities traded on a regulated market are valued in the same manner as listed securities.

4 Securities which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Board of Directors, at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price on the relevant Valuation Date.

5 Derivatives and repurchase agreements which are not listed on an official stock exchange or traded on a regulated market shall be valued by the Company in accordance with valuation principles decided by the Directors on the basis of their marked-to-market price.

6 Term deposits shall be valued at their present value.

7 Traded options and futures contracts to which the Company is a party which are traded on a stock, financial futures or other exchange shall be valued by reference to the profit or loss which would arise on closing out the relevant contract at or immediately before the close of the relevant market.

All securities or other assets for which the valuation in accordance with the above sub-paragraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair realisation value, will be valued at their fair realisation value, as determined in good faith and prudently pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

Amounts determined in accordance with such valuation principles shall be translated into the currency of the Sub-Fund's accounts at the respective average exchange rates, using the relevant rates quoted by a bank or another first class financial institution.

If pursuant to special circumstances, valuation according to the above-described principles is impracticable or unfair, the Company is authorised to use other generally accepted valuation principles as may be verified by its independent auditors, in order to obtain a fair determination of the value of the assets of each Sub-Fund or Class.

Valuation of Liabilities

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative expenses due or accrued including (but not limited to) the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal and audit fees and expenses, the costs of legal publications, the cost of listing, prospectus, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Company;
- (c) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Company which remain unpaid until the day these dividends revert to the Company by prescription;
- (d) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation of the Net Asset Value and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and
- (e) any other liabilities of the Company of whatever kind towards third parties.

For the purposes of valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all ongoing or periodic administrative and other expenses by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

For the purposes of effective management and in order to reduce the operational and administrative costs, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may decide, as described in the Prospectus, that all or part of the assets of one or more Sub-Funds of the Company be co-managed with the assets belonging to other Sub-Funds of the Company (for the purpose hereof, the “Participating Sub-Fund”). In the following paragraphs, the term “Co-Managed Assets” will refer to all the assets belonging to the Participating Sub-Funds which are subject to this co-management scheme.

Within this framework, the Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may, for the account of the Participating Sub-Funds, take decisions on investment, divestment or on other readjustments which will have an effect on the composition of the Participating Sub-Funds’ portfolio. Each Participating Sub-Fund will hold such proportion of the Co-Managed Assets which corresponds to a proportion of its Net Asset Value over the total value of the Co-Managed Assets. This ratio will be applied to each of the levels of the portfolio held or acquired in co-management. In the event of investment or divestment decisions, these ratios will not be affected and additional investments will be allocated, in accordance with the same ratios, to the Participating Sub-Funds and any assets realised will be withdrawn proportionally to the Co-Managed Assets held by each Participating Sub-Fund.

In the event of new subscriptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, the proceeds of the subscription will be allocated to the Participating Sub-Funds according to the modified ratio resulting from the increase of the net assets of the Participating Sub-Fund which benefited from the subscriptions, and all levels of the portfolio held in co-management will be modified by way of transfer of the relevant assets in order to be adjusted to the modified ratios. In like manner, in the event of redemptions occurring in respect of one of the Participating Sub-Funds, it will be necessary to withdraw such liquid assets held by the Participating Sub-Funds as will be determined on the basis of the modified ratios, which means that the levels of the portfolios will have to be adjusted accordingly. Shareholders must be aware that even without an intervention of the competent bodies of the Company or, as the case may be, of the Investment Manager, the co-management technique may affect the composition of the Sub-Fund’s assets as a result of particular events occurring in respect of other Participating Sub-Funds such as subscriptions and/or redemptions. Thus, on the one hand, subscriptions effected with respect to one of the Participating Sub-Funds will lead to an increase of the liquid assets of such Participating Sub-Fund, while on the other hand, redemptions will lead to a decrease of the liquid assets of the relevant Participating Sub-Fund. The subscription and redemption proceeds may however be kept on a specific account held in respect of each Participating Sub-Fund which will not be subject to the co-management technique and through which the subscriptions and redemptions proceeds may transit. The crediting and debiting to and from this specific account of an important volume of subscriptions and redemptions and the Company’s or, as the case may be, the Investment Manager’s competent bodies’ discretionary power to decide at any moment to discontinue the co-management technique can be regarded as a form of trade-off for the readjustments in the Sub-Funds’ portfolios should the latter be construed as being contrary to the interests of the Shareholders of the relevant Participating Sub-Funds. Where a change with respect to the composition of a specific Participating Sub-Fund’s portfolio occurs because of the redemption of Shares of such Participating Sub-Fund or the payments of any fees or expenses which have been incurred by another Participating Sub-Fund and would lead to the violation of the investment restrictions of such Participating Sub-Fund, the relevant assets will be excluded from the co-management scheme before enacting the relevant modification.

Co-Managed Assets will only be co-managed with assets belonging to Participating Sub-Funds of which the investment policy is compatible. Given that the Participating Sub-Funds can have investment policies which are not exactly identical, it cannot be excluded that the common policy applied will be more restrictive than that of the particular Participating Sub-Funds.

The Board of Directors or, as the case may be, the Investment Manager, may at any time and without any notice whatsoever decide that the co-management will be discontinued.

The Shareholders may, at any moment, obtain information at the registered office of the Company, on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme. Periodic reports made available to the Shareholders from time to time will provide information on the percentage of the Co-Managed Assets and on the Participating Sub-Funds that are subject to the co-management scheme.

Subscription price

Art. 24. Subscriptions may take place in cash or in kind. Any payment in kind will be made (subject to and in accordance with all applicable laws, involving from time to time, to the extent required by Luxembourg law, the drawing up of a special auditing report prepared by the Company's auditor confirming the value of the assets contributed by such an in kind payment) by way of an in kind contribution of securities to the Company which are acceptable to the Board of Directors and are consistent with the investment policy and the investment restrictions of the Company and the relevant Sub-Fund.

Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares calculated in accordance with the Prospectus to which a subscription charge as the Board of Directors may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Company's then current Prospectus, may be added ("Subscription Charge").

The price so determined shall be payable within a period as indicated in the prospectus.

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of July of each year and shall terminate on the last day of June of the following year except that the first financial year starts with the incorporation of the Company and ends on last day of June 2015.

The accounts of the Company shall be expressed in NOK or in respect of any Sub-Fund, in such other currency or currencies as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and will be made available at the registered office not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Sub-Fund shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of each Sub-Fund, subject to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Sub-Fund.

Interim dividends may, at the discretion of the Board of Directors, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Sub-Fund out of the income attributable to the Sub-Fund of assets relating to such Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the Reference Currency in which the relevant Sub-Fund is expressed or in such other currencies as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

No dividends shall be declared in respect of Capitalisation Shares.

Distribution upon liquidation

Art. 27. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating to each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund.

With the consent of the Shareholders expressed in the manner provided for by articles 67-1 and 142 of the 10 August 1915 law on commercial companies (the "1915 Law"), the Company may be liquidated and the liquidator authorised, in accordance with any applicable laws, by a decision by majority vote of two thirds of the Company's Shareholders to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCITS in exchange for the issue to the Shareholders in the Company of shares of such UCITS in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle a shareholder to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his Class of Shares. Moneys available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to article 146 of the 2010 Law, where during thirty (30) years they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto.

Amortisation of incorporation costs

Art. 28. The Company will pay its formation expenses, including the costs and expenses of producing the initial Prospectus, and the legal and other costs and expenses incurred in determining the structure and jurisdiction of the Company. These expenses will be apportioned pro-rata to the initial Sub-Fund(s) and amortised for accounting purposes over a period of up to five (5) years. Amortised expenses may be shared with new Sub-Funds at the discretion of the Board.

Amendment of articles of incorporation

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law.

Subscription and payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed Founding Ordinary Shares
Optimum ASA	310 Founding Ordinary Shares
Total:	310 Founding Ordinary Shares

Upon incorporation, the Founding Ordinary Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately two thousand five hundred euros.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party Optimum ASA, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

- (1) The registered office of the Company shall be at 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg;
- (2) The number of directors is set at three (3) and that of the auditor at one (1);
- (3) The following are elected as Directors for a period of one (1) years ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2015:

Chairman

- Mr. Rolf Tore Spjelkavik, born 18.12.1955 in Haus-Nor, Norway, Chr Michelsensgate 2 A, 5012 Bergen, Norway

Members

- Mr. Peter Tommerup, born 04.05.1962 in Assens, Denmark, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg

and

- Mr. Armin Clemens, born 27.01.1977 in Gerolstein, Germany 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg;

(4) The independent auditor of the Company shall be KPMG Luxembourg S.à r.l., RCSL B 149133 a private limited liability company incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as auditor of the Company. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of June 30, 2015.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg Law of 2010 on undertakings for collective investment as amended, and on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive registering or processing purposes, the translated version will be for the specified commitments only and the English version will always prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 novembre 2014. Relation: RED/2014/2329. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 14 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014177875/751.

(140204186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Poba Lux Holdco (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 189.111.

In the year two thousand fourteen, on the thirteenth of October,
before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

SIMONE GERMAN PRIVATE REAL ESTATE FUND I, a real estate investment trust fund incorporated and existing under the laws of South Korea, registered with the Korea Securities Depository under number 0429000C0002, having its registered office at 150734/ SK Securities Building, Samsung Life Insurance 10F, 2 Gil 24, Gukje Geumyung-ro, Youngdeungpogu Seoul (South Korea) (the "Sole Member"),

here represented by Ms Stéphanie WEYDERT, LL.M., professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 13 October 2014.

The said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole member of POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.111, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed dated 28 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2656 on 1 October 2014 (the "Company"). The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 September 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1) from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, up to an amount of twelve thousand five hundred one euro (EUR 12,501), through the issue of one (1) new share, having a nominal value of one euro (EUR 1), by a contribution in cash.

2. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Member resolves to increase the share capital by an amount of one euro (EUR 1) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, up to an amount of twelve thousand five hundred one euro (EUR 12,501), through the issue of one (1) new share, having a nominal value of one euro (EUR 1).

Said new share is entirely subscribed by the Sole Member, aforementioned, represented as stated above, for a total amount of two hundred ninety-four thousand four hundred euro (EUR 294,400), out of which:

- one euro (EUR 1) shall be allocated to the share capital of the Company; and
- two hundred ninety-four thousand three hundred ninety-nine euro (EUR 294,399) shall be allocated to the share premium of the Company.

The new share so subscribed has been fully paid-up by a contribution in cash consisting of two hundred ninety-four thousand four hundred euro (EUR 294,400); so that the amount of two hundred ninety-four thousand four hundred euro (EUR 294,400) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, the Sole Member resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred one euro (EUR 12,501), represented by twelve thousand five hundred one (12,501) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares."

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.00).

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, upon request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a German version; and upon request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary this deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am dreizehnten Oktober.

Ist vor uns, dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch mit Amtssitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

SIMONE GERMAN PRIVATE REAL ESTATE FUND I, ein Immobilienfonds welcher gemäß dem Recht von Südkorea gegründet wurde und existiert, eingetragen im Korea Securities Depository mit der Nummer 0429000C0002, mit Sitz in 150734/ SK Securities Building, Samsung Life Insurance 10F, 2 Gil 24, Gukje Geumyung-ro, Youngdeungpo-gu Seoul (Südkorea) (der "Alleinige Gesellschafter"),

hier vertreten durch Frau Stéphanie WEYDERT, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg,

gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 13. Oktober 2014.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei ist der alleinige Gesellschafter der POBA LUX HOLDCO (LUXEMBOURG) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 189.111, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 28. Juli 2014, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2656 vom 1. Oktober 2014 veröffentlicht wurde (die „Gesellschaft“). Die Satzung wurde zuletzt gemäß Urkunde vom unterzeichnenden Notar vom 18. September 2014, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, stellvertretend für das gesamte Gesellschaftskapital, ersucht den Notar um zu beurkunden, dass die Versammlung folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um einen Betrag von einem Euro (EUR 1) von seinem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, auf einen Betrag von zwölftausendfünfhundertein Euro (EUR 12.501), durch die Ausgabe von einem (1) neuen Anteil mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1), gegen Bareinlage.

2. Anschließende Änderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, stellvertretend für das gesamte Gesellschaftskapital, nimmt folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Der Alleinige Gesellschafter beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von einem Euro (EUR 1) von seinem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, auf einen Betrag von zwölftausendfünfhundertein Euro (EUR 12.501), durch die Ausgabe von einem (1) neuen Anteil mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

Das besagte neue Anteil wird vollständig vom Alleinigem Gesellschafter, vorbenannt, zum Gesamtbetrag von zweihundertvierundneunzigtausend vierhundert Euro (EUR 294.400) gezeichnet, wovon

- ein Euro (EUR 1) dem Gesellschaftskapital zugeführt werden; und
- zweihundertvierundneunzigtausenddreihundertneunundneunzig Euro (EUR 294.399) dem Agio zugeführt werden.

Das besagte neue Anteil wird vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage von zweihundertvierundneunzigtausendvierhundert Euro (EUR 294.400); so dass der Gesellschaft der Betrag von zweihundertvierundneunzigtausendvierhundert Euro (EUR 294.400) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Zweiter Beschluss:

Infolge des vorherigen Beschlusses, beschließt der Alleinige Gesellschafter, Artikel 5 der Gesellschaftssatzung abzuändern, welcher von nun an wie folgt lauten soll:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundertein Euro (EUR 12.501) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundertein (12.501) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.“

Da keine weiteren Angelegenheiten abzuhandeln sind, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund gegenwärtiger Urkunde entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf zirka eintausend siebenhundert Euro (EUR 1.700,00) geschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der Bevollmächtigten der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der Bevollmächtigten auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben Bevollmächtigten und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, hat der besagte Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: S. Weydert, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 15 octobre 2014. REM/2014/2261. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165062/132.

(140187890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Services Presse Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 191.209.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le neuf octobre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

NICE MATIN INVEST, une société anonyme de droit luxembourgeois, constituée en date du 9 octobre 2014 par le notaire instrumentant, non encore déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et par conséquent non encore publié au Mémorial C,

ici représentée par Mme Christine CARO, employée, demeurant professionnellement au 128, Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Monaco en date du 29 septembre 2014.

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes, pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "SERVICES PRESSE INVEST".

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision de l'Administrateur unique ou du conseil d'administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises, notamment de services à la presse et de portage, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces participations.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations convertibles ou non convertibles et autres reconnaissances de dettes.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération notamment industrielle ou immobilière de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-trois mille euros (33.000,- EUR) représenté par trente-trois (33) actions d'une valeur de mille euros (1.000,-EUR) Les actions sont nominatives.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois en cas d'actionnaire unique la Société sera administrée par un administrateur unique, qui ne sera pas nécessairement l'actionnaire unique. L'administrateur unique disposera de l'ensemble des prérogatives qui sont dévolues au conseil d'administration. Lorsque, dans les présents statuts, il est fait référence au conseil d'administration, il y a lieu d'entendre «administrateur unique» ou «conseil d'administration», selon le cas.

L'administrateur unique ou les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils seront rééligibles et ils pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs administrateurs pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il sera pourvu à leur remplacement par les administrateurs restants conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. En cas de pluralités d'administrateurs, le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement et l'administrateur ainsi coopté devra alors achever le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration ou administrateur unique, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommée pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par tous moyens de communications, étant admis.

Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification, à la condition toutefois que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration peut prendre différentes décisions par des résolutions circulaires, si l'approbation est faite par écrit, câble, télégramme, telex, Fax, Email ou tout autre moyen de communication agréé. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers (i) par la signature d'un administrateur unique en présence d'un administrateur unique, ou (ii) par la signature conjointe de deux administrateurs, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce, dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire qui prend part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification, à la condition toutefois que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit le 27 juin à 10 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires:

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération:

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les trente-trois (33) actions ont toutes été souscrites comme suit:

Actionnaires	Actions
NICE MATIN INVEST	33 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant de trente-trois mille euros (33.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de mille euros (1.000,-EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique

Et immédiatement après la constitution de la société, l'actionnaire unique représentant l'intégralité du capital social, représenté comme ci-avant et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1/ Le siège social de la société est fixé au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.

2/ Est appelé à la fonction d'Administrateur Unique

Monsieur Michel NOZIERE, administrateur de sociétés, né à Roubaix (France) le 3 janvier 1949, demeurant professionnellement à F-59000 Lille (France), Place du Général de Gaulle, 8.

3/ Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société:

«PricewaterhouseCoopers», une société coopérative ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B65477;

Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu par le notaire instrumentant par son nom prénom, état et demeure celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. CARO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2014. LAC/2014/47666. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165118/149.

(140187837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Multiserv Construct Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9662 Kaundorf, 2, Enneschtduerf.

R.C.S. Luxembourg B 191.174.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le treize octobre

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

1) Monsieur Miguel BUENO PALMA, né le 22 mars 1968, demeurant à B-6464 Baileux, 26, Rue de la Gâte

2) La société privée à responsabilité limitée de droit belge SPRL BPM, avec siège social à B-5660 Mariembourg, 9, Zoning Industriel, qui a le numéro d'entreprise belge n°0477732324, représentée par son gérant actuel Madame Valérie MELLAERTS, né le 19 avril 1976 à Dinant (B), demeurant à B-6464 Baileux, 26, Rue de la Gâte, ici valablement représentée par Monsieur Miguel BUENO PALMA, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Mariembourg le 10 octobre 2014, signée «NE VARIETUR» par le comparant et le Notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lesquels comparants, présents ou tel que représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Multiserv Construct sàrl».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune du Lac de la Haute Sûre.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du ou des gérants.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de construction, travaux de génie civil et de façades ainsi que tous les travaux qui s'y rapportent.

La société pourra également faire la gestion de chantiers pour compte de tiers.

D'une façon générale elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.-€) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales de cent euros (100.-EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

167421

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Miguel BUENO PALMA, prénommé,	24
- La société de droit belge SPRL BPM, prénommée,	100
Total des parts: cent vingt-quatre parts	124

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400.-€) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, prennent les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-9662 Kaundorf, 2, Enneschtduerf.
- 2.- Le nombre des gérants est fixé à un.
- 3.- L'associé unique désigne comme gérant pour une durée indéterminée,
- Monsieur Miguel BUENO PALMA, prénommé.
- 4.- La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 1000.-EUR

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Palma M., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 16 octobre 2014. Relation: WIL/2014/774. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164934/115.

(140187411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Mobrini S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 37.646.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of the month of October.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Mr. Javier ESPAÑA SAMBEAT, entrepreneur, born in Bordeaux (France), on September 11, 1942, residing in 29602 Marbella (Málaga), Calle Nuestra Señora de Gracia 4 - 1 (Spain),

here represented by Mr Jürgen Fischer, chartered accountant, residing professionally in L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er},

(the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing person, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

1) That the public limited company (“société anonyme”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “MOBRINI S.A.”, established and having its registered office in L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 37646, (the “Company”), has been incorporated pursuant to a deed of Me Joseph GLODEN, notary then residing in Grevenmacher (Grand Duchy of Luxembourg), on July 19, 1991, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 40 of February 4, 1992,

and whose articles of associations (the “Articles”) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the officiating notary on June 29, 2012; published with the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2010 of August 13, 2012;

2) That the corporate capital is set at six hundred thousand Euros (600,000.-EUR), divided into two thousand three hundred and fifty (2,350) fully paid shares without designation of the nominal value;

3) That the appearing person, represented as said before, has successively become the owner of all the shares of the Company (the “Sole Shareholder”);

4) That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the Articles and the financial standing of the Company;

5) That the Sole Shareholder of the Company declares explicitly, the winding-up of the Company and the start of the liquidation process, with effect on today’s date;

6) That the Sole Shareholder appoints himself as liquidator of the Company, and acting in this capacity, he has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed;

7) That the Sole Shareholder, in his capacity as liquidator of the Company, requests the notary to authenticate his declaration that all the liabilities of the Company have been paid or duly provisioned and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown, and that remain unpaid, he irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities and that as a consequence of the above all the liabilities of the Company are paid;

8) That the Sole Shareholder declares that he takes over all the assets of the Company, and that he will assume any existing debts of the Company pursuant to point 7);

9) That the Sole Shareholder declares formally withdraw the appointment of an auditor to the liquidation;

10) That the Sole Shareholder declares that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled;

11) That full and entire discharge is granted to the board of directors and statutory auditor for the performance of their assignment.

12) That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the Company in L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le neuf Octobre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Javier ESPAÑA SAMBEAT, entrepreneur, né à Bordeaux (France), le 11 septembre 1942, demeurant à 29602 Marbella (Málaga), Calle Nuestra Señora de Gracia 4 - 1 (Espagne),

ici représenté par M. Jürgen Fischer, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er},

(le “Mandataire”), en vertu de d’une procuration sous seing privé lui délivrée;

laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d’être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d’acter:

1) Que la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg “MOBRINI S.A.”, établie et ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 37646, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire alors de résidence à Grevenmacher, le 19 juillet 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 40 du 4 février 1992,

et que les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 29 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2010 du 13 août 2012;

2) Que le capital social est fixé à six cent mille euros (600.000,- EUR), divisé en deux mille trois cent cinquante (2.350) actions entièrement libérées, sans désignation de la valeur nominale;

3) Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est devenu successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l’“Actionnaire Unique”);

4) Que l’Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;

5) Que l’Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l’Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d’établir, de signer, d’exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l’Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d’acter qu’il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d’éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l’obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu’en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l’Actionnaire Unique déclare qu’il reprend tout l’actif de la Société et qu’il s’engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l’Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d’un commissaire à la liquidation;

10) Que l’Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l’émission d’actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d’administration et au commissaire pour l’exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l’ancien siège social de la Société à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cents euros (900,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l’anglais et français, déclare par les présentes, qu’à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d’une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. FISCHER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2014. LAC/2014/47649. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164979/123.

(140187767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

AI1 SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 191.341.

—
STATUTS*Extrait de l'acte constitutif de AI1 SCSp*

En date du 16 octobre 2014 la société en commandite spéciale dénommée AI1 SCSp (la «Société») a été constituée par acte sous seing privé signé pour une durée illimitée. Le siège social de la Société se trouve au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Son associé gérant commandité est Allcon S.à r.l, dont l'adresse est au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 190 292.

L'objet de cette Société est d'investir, acquérir et prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans n'importe quel type de sociétés ou entités luxembourgeoises ou étrangères et acquérir par des participations, les contributions, les achats, les options ou de toute autre manière tout titre, droit, intérêts, brevet, marque et les licences ou d'autres biens que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou disposer de la même, en tout ou en partie, pour la contrepartie que la société en commandite jugera convenable.

La Société sera engagée par la seule signature de l'associé gérant commandité représenté par ses signataires dûment autorisés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg

42, rue de la Vallée

L-2661 Luxembourg

Référence de publication: 2014167607/27.

(140191426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2014.

Atout Image Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 68, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 161.038.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérante

Référence de publication: 2014167594/12.

(140191789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2014.

caspART S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4239 Esch-sur-Alzette, 18, place Norbert Metz.

R.C.S. Luxembourg B 153.412.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA - Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2014166817/12.

(140190401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.
